

Répartition des richesses et mobilité sociale

Introduction

Une attention croissante est portée aux disparités sociales et aux inégalités économiques, tant dans le domaine de la recherche que dans le domaine politique. Il est évident qu'un patrimoine, ou son absence, a des répercussions majeures sur les possibilités qui s'offrent à une personne au cours de sa vie. Des recherches antérieures ont montré que les richesses sont réparties de manière encore plus inégale que les revenus. Il existe de nombreux canaux par lesquels le patrimoine se transmet des parents aux enfants et peut aider ces derniers de façon positive, tandis que l'absence de patrimoine possédé par les parents peut entraver les possibilités qui s'offrent aux enfants.

Les recherches présentées dans le présent rapport sont axées sur le patrimoine par membre d'un ménage.

Contexte politique

La poursuite d'une croissance inclusive assortie d'une égalité des chances en tant que principe fondamental est au cœur de la stratégie de croissance de l'Union européenne. Le socle européen des droits sociaux repose sur le même principe. Les recherches en matière de patrimoine peuvent mettre au jour des inégalités en soulignant les disparités de patrimoine tant à l'intérieur des pays qu'entre ceux-ci et au sein des groupes sociaux, et en étudiant le rôle joué par le patrimoine (ou par son absence) dans les possibilités qui s'offrent à une personne au cours de sa vie.

Elles peuvent également renforcer l'ambition de l'Union de favoriser l'équité fiscale. En outre, l'analyse de la répartition des richesses permettra d'obtenir une vue d'ensemble de la pauvreté en Europe, ce qui contribuera à affiner les politiques de réduction de la pauvreté et à élaborer des politiques de santé inclusives. Ces recherches peuvent jouer un rôle dans la détermination des groupes les plus vulnérables sur le plan économique, y compris dans le contexte de la pandémie de COVID 19, contribuant ainsi à la mise en place d'un soutien approprié.

Principales conclusions

Richesses et inégalités

- Selon la Household Finance and Consumption Survey (HFCS) (enquête relative à la situation financière des ménages et à leur consommation), il n'y a guère eu de changement dans les inégalités de richesses au sein de la population globale des 14 pays observés dans le cadre de trois vagues: 2010, 2014 et 2017. Quatre pays ont été marqués par une augmentation statistiquement significative (la Finlande, la Grèce, la Slovaquie et la Slovaquie), tandis que pour deux, une diminution a été observée (la Lettonie et la Pologne).
- Parmi les 21 pays examinés dans le cadre de l'enquête HFCS, les inégalités de richesses étaient les plus faibles dans la plupart des États membres de l'Est et du Sud. L'Autriche, Chypre, l'Allemagne et les Pays-Bas sont les pays qui présentent les plus grandes inégalités. Une certaine convergence a été observée: par exemple, des pays avec des niveaux d'inégalité initiaux plus élevés ont connu une diminution, tandis que des pays présentant des niveaux initiaux plus faibles ont affiché une augmentation.
- En moyenne, au sein des 21 pays examinés, la valeur des actifs (à l'exclusion des passifs) du quintile de richesses le plus élevé est 60 fois supérieure à celle du quintile de richesses inférieur.
- Pour plus de 4 % de la population des 21 pays, la valeur des passifs est supérieure à celle des actifs. La plupart des individus dont le patrimoine net par ménage est négatif sont des personnes jeunes, à faible revenu et possédant peu d'actifs, qui sont davantage susceptibles d'être au chômage et de louer leur logement et davantage susceptibles de recourir à des emprunts privés et à des lignes de crédit.
- En moyenne, dans l'ensemble des pays, la résidence principale du ménage représente plus de la moitié des actifs bruts totaux des 80 % des ménages les plus pauvres en matière de patrimoine net, alors qu'elle représente 42 % des actifs des 20 % les plus riches. Le patrimoine des entreprises indépendantes recèle 12 % des actifs bruts des 20 % des ménages les plus riches.

- Un écart de genre existe au niveau du patrimoine net lorsqu'on tient compte d'autres caractéristiques socio-économiques. Pour les ménages composés d'une seule personne, qui est diplômée de l'enseignement supérieur, l'écart de genre est le plus faible en Estonie, en France, en Allemagne et en Hongrie et le plus élevé en Autriche, en Grèce et aux Pays-Bas.

Logements et propriété

- La propriété est plus répandue dans les États membres où les inégalités de patrimoine sont plus faibles. Les inégalités de patrimoine sont plus élevées dans tous les pays sauf un lorsque le patrimoine immobilier et les dettes hypothécaires sont exclus des calculs, ce qui souligne l'effet d'égalisation potentiel de la propriété sur la répartition des richesses. La propriété semble accroître les niveaux de richesse, en particulier pour le quintile inférieur de la répartition des richesses.
- Les locataires sont beaucoup moins riches que les propriétaires. Même en Autriche, en France, en Allemagne et aux Pays-Bas, où les locataires représentent entre un tiers et la moitié de la population, très peu d'entre eux (entre 1 % et 4 %) appartiennent au quintile de patrimoine net supérieur. Les inégalités de patrimoine sont également plus élevées parmi les locataires que chez les propriétaires.
- Peu de personnes, et en particulier en ce qui concerne les locataires, détiennent des actifs qui ne sont pas des dépôts, des retraites complémentaires et des biens immobiliers, ce qui donne à penser que la plupart des gens ne choisissent pas eux-mêmes leur statut de locataire, par exemple en utilisant l'argent qui aurait pu servir à acheter une maison pour investir dans des actifs financiers à haut rendement potentiel.
- Les personnes qui sont propriétaires grâce à des transferts de patrimoine de proches (13 % de la population) se trouvent très rarement dans le quintile de richesses inférieur, ce qui suggère un degré élevé de persistance de patrimoine.

Mobilité sociale

- Les recherches mettent en évidence la persistance manifeste de patrimoine, par laquelle les personnes dont le ménage a reçu un don ou un héritage substantiel sont en moyenne plus riches pour chaque combinaison âge-éducation.
- Il existe un lien évident entre les niveaux d'enseignement supérieur et les revenus tirés d'un patrimoine.
- Les recherches soulignent l'importance de l'éducation des parents pour la mobilité intergénérationnelle. Le fait d'avoir un parent diplômé de l'enseignement supérieur augmente considérablement la probabilité que les descendants achèveront une certaine forme d'enseignement supérieur, et ce lien s'est affirmé au cours des dernières décennies.

- Outre l'éducation des parents, le fait d'être issu d'un milieu aisé – comme en témoigne le fait de bénéficier d'un don ou d'un héritage substantiel – est lié à un niveau d'enseignement plus élevé. En outre, le fait d'être élevé dans de meilleures conditions de logement permet à une personne d'obtenir de meilleurs résultats en matière d'éducation.
- L'effet du patrimoine possédé par les parents sur celui des descendants est double: il garantit un niveau de vie approprié, qui est fondamental pendant l'éducation et conduit à un niveau d'instruction plus élevé, et il sert de tampon pour les jeunes adultes, leur permettant de compter sur l'aide financière de leurs parents.
- Le contexte social demeure un facteur important dans la probabilité de devenir riche. Dans plusieurs pays, l'augmentation moyenne de la richesse due à un héritage est supérieure à l'augmentation liée à l'obtention d'un diplôme universitaire par rapport à celle associée à l'obtention d'un diplôme de l'enseignement primaire uniquement.

Orientations politiques

- Le suivi de la répartition du patrimoine et l'analyse des conséquences de l'inégalité des avoirs contribuent à l'élaboration de politiques sociales équitables.
- L'introduction d'une déclaration de patrimoine obligatoire contribuerait à lutter contre les richesses cachées et les revenus cachés, faciliterait le suivi de la répartition des richesses, favoriserait des décisions financières plus raisonnées et conduirait à des recherches de meilleure qualité en matière de patrimoine.
- La coordination des impôts sur la fortune dans l'Union européenne pourrait contribuer à l'égalité des chances et à la lutte contre la fraude fiscale. La promotion de l'éducation financière pourrait favoriser une plus grande diversification des actifs au profit des personnes les plus pauvres.
- Les politiques publiques en faveur de l'égalité des chances pour contrebalancer les différences de patrimoine devraient viser à assurer de bonnes conditions de vie pendant l'enfance, à garantir (ou à élever) le niveau d'instruction minimal et à promouvoir l'accès à l'enseignement supérieur.
- Les politiques en matière de logement devraient viser des moyens justes et efficaces pour accroître l'offre de logements dans les villes, améliorer les transports publics et encourager le télétravail afin de réduire la demande dans des centres urbains surpeuplés. Pour ce faire, il est essentiel de parvenir à un équilibre entre le soutien à l'accès à la propriété et la mise à disposition de logements publics.

Informations complémentaires

Le rapport «Wealth distribution and social mobility» (Répartition des richesses et mobilité sociale) est publié à cette adresse: <http://eurofound.link/ef20034>

Directeur de recherche: Tadas Leončikas

information@eurofound.europa.eu